

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



**NOTE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE REGIONALE DANS
L'UEMOA**

Bénin
Burkina Faso
Côte d'Ivoire
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

2^e trimestre 2017

N°36

Septembre 2017

Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques	ii
Sigles et abréviations	iii
Résumé	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	3
1.3. Cours des matières premières.....	3
1.4. Taux d'intérêt.....	5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA	6
2.1. Activité économique régionale.....	6
2.2. Evolution de l'inflation	9
2.3. Secteur extérieur	12
2.4. Finances publiques.....	15
2.5. Situation monétaire.....	17
2.5. Activités de la BRVM	19
2.6. Taux de change effectif réel (TCER)	19
3. Principaux faits marquants.....	20
3.1. Environnement international	20
3.2. Pays de l'UEMOA	20
Conclusion.....	22

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars.....	5
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2016/2017	7
Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au deuxième trimestre 2017	10
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au deuxième trimestre 2017	11
Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 2 ^{ème} trimestre 2017	11
Tableau 6 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA).....	12
Tableau 7 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)	13
Tableau 8 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)	13
Tableau 9 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA) ...	14
Tableau 10 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2017 (en mds).	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 11 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2017 (en mds).	Erreur ! Signet non défini.
Tableau 12 : TCER des pays de l'UEMOA (Base 100 = 2000).....	19

Liste des graphiques

Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde.....	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)	4
Graphique 3 : Taux de croissance dans l'UEMOA	6
Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %.....	14

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse régionale des valeurs mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
FCFA	: Franc CFA
FED	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	: Indice harmonisé de la production industrielle
INS	: Institut national de la statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds	: Milliards
PIB	: Produit intérieur brut
PNG	: Position nette du Gouvernement
TOFE	: Tableau des opérations financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
2T17	: Deuxième trimestre 2017

Résumé

La croissance de l'économie mondiale atteindrait 3,5% en 2017 contre 3,1% en 2016¹. Cette accélération provient des pays avancés et des pays émergents et en développement. Aux Etats – Unis, en zone euro et en Afrique subsaharienne, on observe la même situation encourageante.

Au plan mondial, l'inflation serait en légère hausse en 2017 aussi bien dans les pays avancés que dans les pays en développement et émergents en raison de la hausse des cours du pétrole et des produits alimentaires.

La campagne agricole 2016/2017 donnerait des résultats satisfaisants dans presque tous les Etats de l'Union grâce à la bonne pluviométrie. La hausse de la production concerne aussi bien les produits d'exportations que les productions vivrières.

Relativement au niveau de l'activité dans la zone UEMOA, l'Union a enregistré une croissance de 6,7% en 2016 contre 6,3% en 2015. La croissance devrait se situer à 6,9% en 2017.

L'indice général des prix à la consommation a connu une hausse de 0,8% au deuxième trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent au niveau de l'Union. . En ce qui concerne le commerce extérieur, il est noté un repli des exportations et une progression des importations. Ce qui induit une aggravation du déficit commercial au cours du trimestre sous revue.

La production industrielle est en baisse en Guinée Bissau, au Mali et au Sénégal tandis qu'elle progresse en Côte d'Ivoire. En outre, l'indice du chiffre d'affaires baisse au Bénin. Celui du commerce de détail progresse en Côte d'Ivoire tandis que ceux du commerce et des services baissent au Sénégal traduisant une relative morosité dans ce secteur. Au niveau des finances publiques, on note une amélioration du solde budgétaire de l'Union résultant d'une hausse des recettes notamment fiscales. La masse monétaire, les avoirs extérieurs nets et les crédits à l'économie sont en hausse au cours du trimestre étudié.

Globalement, la conjoncture est positive au deuxième trimestre 2017 quoique la situation économique demeure difficile du fait des difficultés encore observées dans les pays avancés et à l'échelle mondiale.

¹ FMI, 2017

Introduction

Pour suivre régulièrement la conjoncture économique dans l'Union, le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure élabore, chaque trimestre, la note de conjoncture économique régionale. Celle-ci a pour but de satisfaire les besoins des décideurs régionaux et des populations, des chercheurs, des étudiants, des cadres et de tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle retrace l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels sur les huit Etats membres.

La présente note, Troisième de l'année 2017, analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2017 et fait une brève projection sur le troisième trimestre. Elle est divisée en trois parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition d'avril 2017 des perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données « The Pink Sheet » de la Banque Mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de juin 2017. Les données nationales proviennent des Instituts nationaux de la statistique (INS), des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) et des Directions en charge de la prévision des Etats membres.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Selon les Perspectives Economiques Mondiale du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait être de 3,5% en 2017 contre 3,1% en 2016. Cette accélération provient des pays avancés et des pays émergents et en développement. En effet, dans les pays avancés, après le fléchissement noté en 2016, une légère accélération de la production est attendue en 2017. En 2018, la croissance est prévue à 3,6%.

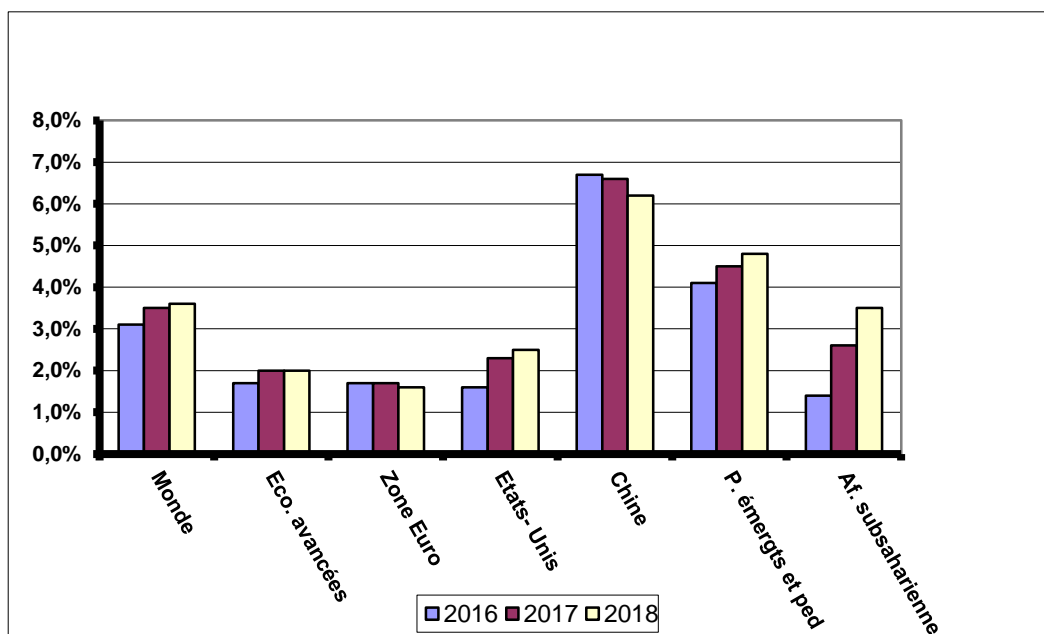
Aux Etats-Unis, la croissance est attendue à 2,3% contre 1,6% en 2016. Cette performance est rendue possible par une reprise cyclique dans l'accumulation des stocks et une croissance solide de la consommation. Un taux de croissance de 2,5% est prévu pour 2018.

En zone euro, la croissance économique devrait être de 1,7% comme en 2016. Cette stagnation est essentiellement due à l'incertitude politique liée à l'organisation d'élections dans plusieurs Etats de la zone et à la relation future entre l'Union Européenne et le Royaume Uni. En 2018, une croissance de 1,6% est attendue.

En Chine, l'activité économique devrait ralentir en 2017 avec une croissance de 6,6% contre 6,7% en 2016. Ce ralentissement provient de la poursuite du rééquilibrage entre les exportations et la demande intérieure. En 2018, la croissance économique devrait atteindre 6,2%.

Quant à l'Afrique subsaharienne, au cours de l'année 2017, sa croissance serait de 2,6% en 2017 contre 1,4% en 2016 portée par une reprise dans les plus grands pays qui avaient connu des conditions macroéconomiques difficiles en 2016. En 2018, les prévisions indiquent une croissance de 3,5%.

Graphique 1 : croissance dans les principales régions du monde



1.2. Inflation dans les principales régions du monde

L'inflation se situerait à 2,0% en 2017 contre 0,8% en 2016 dans les pays avancés. Cette situation pourrait être imputable à la légère hausse des cours des produits alimentaires et à la reprise de la hausse des cours du pétrole. En 2018, le taux d'inflation est attendu à 1,9%, sous les mêmes hypothèses.

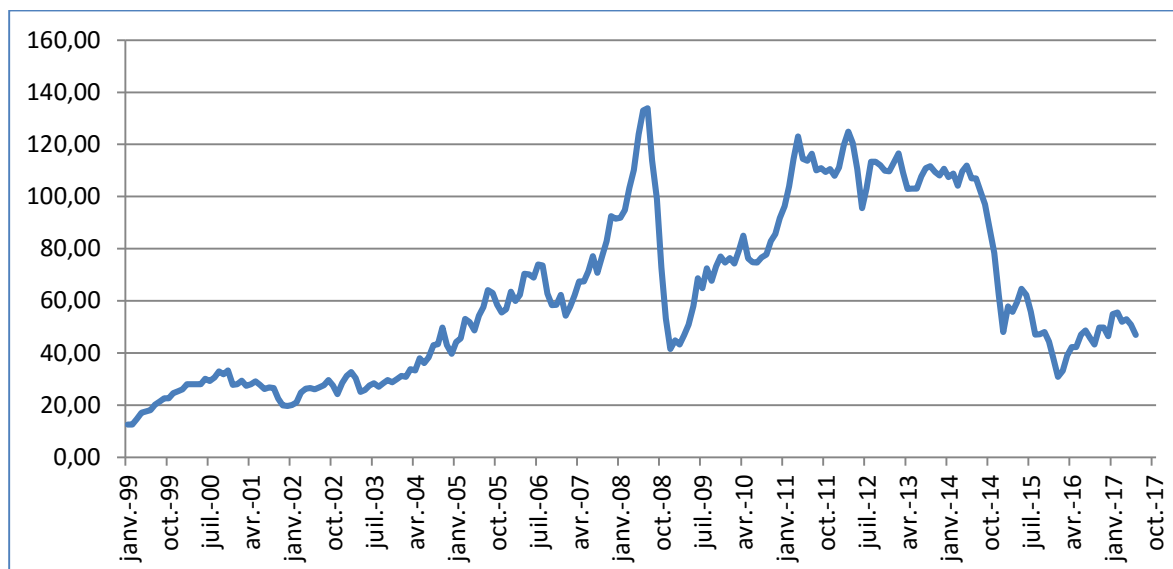
Dans les pays en développement et émergents, l'inflation serait de 4,7% en 2017 contre 4,4% en 2016. Cette situation pourrait être imputable à l'augmentation des cours du pétrole, combiné à une hausse des prix des produits alimentaires. En 2018, le taux d'inflation est prévu à 4,4%.

1.3. Cours des matières premières

Au deuxième trimestre 2017 comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut ont baissé de 7,2%. Toutefois, par rapport à la même période de l'année dernière, les cours ont augmenté de 9,1%. Cette évolution mitigée s'explique par les difficultés actuelles de l'économie mondiale et de celles des pays avancés caractérisés par une demande faible consécutive à un niveau d'activité relativement bas.

Par ailleurs, l'offre de pétrole demeure abondante malgré les décisions prises par des pays producteurs sur la limitation de leur production.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Au second trimestre 2017 comparativement au premier trimestre de la même année, les cours de l'once d'or ont progressé de 3,2%. En glissement annuel, ces cours baissent légèrement de 0,02%. Cette embellie des cours de l'once d'or provient essentiellement de son rôle de valeur refuge qui incite les investisseurs à miser sur le métal jaune pendant les périodes d'incertitudes de l'économie mondiale. Notons, cependant que comparativement à l'année dernière, ce niveau des cours demeure relativement bas.

Les cours du cacao ont reculé de 5,3% au deuxième trimestre de cette année comparativement à un trimestre plus tôt. Par rapport au même trimestre de 2016, les cours du cacao sont en baisse de 36,1%. Cette mauvaise tenue des cours se justifie surtout par l'abondance de la production offerte dans les principales régions productrices d'Afrique de l'ouest plus précisément en Côte d'Ivoire et au Ghana.

Au deuxième trimestre 2017 comparativement au premier trimestre de cette année, les cours du café robusta ont baissé de 5,5%. Cependant, en glissement annuel, les cours progressent de 21,2%. Cette dynamique des prix du café s'expliquent principalement par la diminution de la demande affectée par la baisse du niveau de l'activité économique mondiale particulièrement dans les pays industrialisés.

Entre les deux premiers trimestres de 2017, les cours du coton ont augmenté de 2,1%. En glissement annuel, les cours progressent de 21,7%. Cette bonne tenue des cours du coton pourrait découler d'une légère diminution de l'offre dans les pays producteurs notamment aux Etats – Unis.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2016			2017		Variations en %	
		T2	T1	T2	17T2/16T1	17T2 16T2		
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	46,0	54,1	50,2	-7,2	9,1		
Cacao	c / kg	310,0	209,0	198,0	-5,3	-36,1		
Café arabica	c / kg	349,0	364,0	330,0	-9,3	-5,4		
Café robusta	c / kg	184,0	236,0	223,0	-5,5	21,2		
Huile d'arachide	\$/tm	1 550,0	1 548,0	1 542,0	-0,4	-0,5		
Huile de palme	\$/tm	704,0	773,0	696,0	-10,0	-1,1		
Huile de palmiste	\$/tm	1 288,0	1 521,0	1 052,0	-30,8	-18,3		
Maïs	\$ / tm	171,1	160,6	157,7	-1,8	-7,8		
Riz brisé 5%	\$ / tm	423,1	371,3	419,7	13,0	-0,8		
Sorgho	\$ / tm	173,9	140,6	166,6	18,5	-4,2		
Blé	\$ / tm	177,7	154,3	176,8	14,6	-0,5		
Banane	\$ / tm	94,0	84,0	91,0	8,3	-3,2		
Farine poisson	\$ / tm	486,0	499,0	532,0	6,6	9,5		
Sucre	c/kg	38,0	45,0	34,0	-24,4	-10,5		
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	687,7	593,4	612,6	3,2	-10,9		
Coton (A Index)	c/kg	157,0	187,0	191,0	2,1	21,7		
Phosphate roche	\$/ tm	115,0	98,3	94,0	-4,4	-18,3		
Or non monétaire	\$/ toz	1 260,0	1 219,0	1 258,0	3,2	-0,2		

Source : PINKSHEET (Banque Mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois serait de 1,7% en 2017 contre 1,1% en 2016 au niveau du LIBOR. En 2018, ce taux sera de 2,8%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois serait de -0,3% comme en 2016. En 2018, ce taux sera de -0,2%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait de 0,0% en 2017 comme en 2016. En 2018, ce taux sera maintenu à 0,0%.

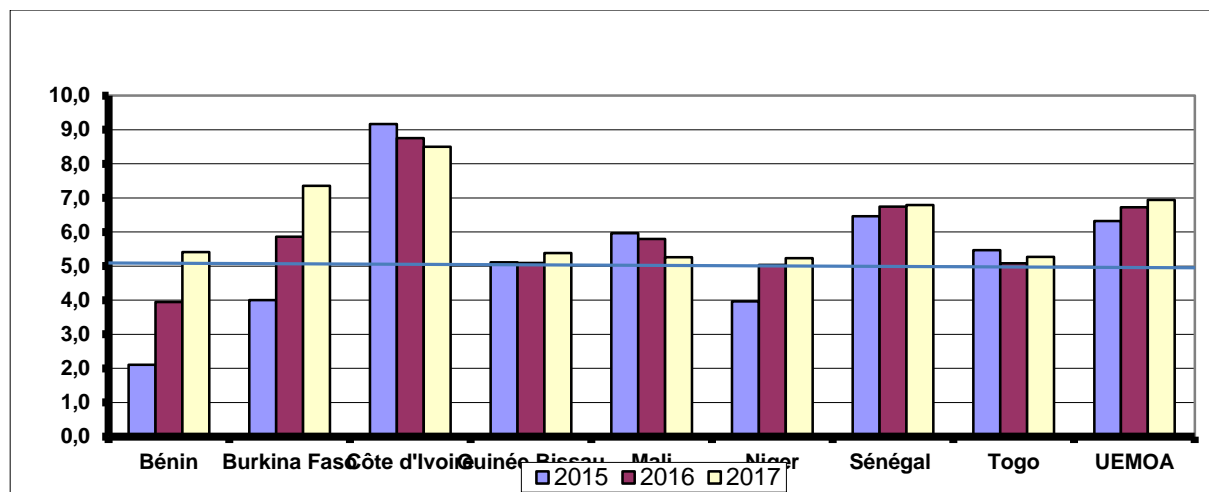
Dans le contexte économique que connaissent les pays avancés, les banques centrales maintiennent leurs taux directeurs à des niveaux bas, ce qui explique la faiblesse des taux servis. Néanmoins une légère remontée est constatée notamment aux Etats – Unis puisque, depuis décembre 2016, la FED a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2016, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,7% contre 6,3% en 2015. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont obtenu de bonnes performances.

Graphique 3 : taux de croissance dans l'UEMOA



A l'exception du Bénin, tous les Etats membres ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 5% en 2016. Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs au niveau du secteur primaire, le dynamisme du BTP et le maintien des performances au niveau des transports et communications. Une croissance de 6,9% est attendue en 2017.

Activité agricole

Grâce à la bonne pluviométrie, la campagne agricole 2016/2017 a donné des résultats satisfaisants dans tous les Etats membres. Les productions les moins importantes ont été obtenues en Guinée Bissau, tandis que les plus grandes ont été notées en Côte d'Ivoire.

En Guinée Bissau, les productions d'exportation sont entièrement dominées par la noix de cajou. Le riz représente 47% de la production vivrière. En Côte d'Ivoire, le cacao représente 21,4% de la production d'exportation.

En ce qui concerne la production d'exportation, la hausse la plus importante a été notée au Sénégal. Cette augmentation s'expliquerait par une progression de 90% de la production d'arachide. Par ailleurs, dans ce même pays, la production vivrière a crû de 35%. Cela serait surtout dû à une hausse importante de la production de niébé.

Au niveau de l'Union, la production d'exportation a augmenté de 17,2% entre les deux dernières campagnes. Quant à la production vivrière, elle a progressé de 11,9% pendant la même période.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2016/2017

Etats	Production vivrière (en tonnes)	%	Production d'exportation (en tonnes)	%
Bénin	10.297.045	14.9	723.914	-14.0
Burkina	6.770.762	4.4	1.479.465	9.0
RCI	17.153.400	7.9	7.491.794	4.5
Guinée Bissau	393.451	9.2	193.757	14.5
Mali	8.849.551	10.0	647.300	26.0
Niger	14.179.056	12.0	6.294.502	15.0
Sénégal	4.111.341	35.0	2.045.407	89.0
Togo	3.342.672	1.8	140.394	-6.5
UEMOA	70.647.429	11.9	19.016.703	17.2

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle

En Côte d'Ivoire, au deuxième trimestre 2017, la production industrielle a progressé de 1,9% comparativement au trimestre précédent. Cette évolution est surtout imputable aux hausses respectives de la production de la branche de construction de véhicules, de celle de fabrication de produits à base de tabac, de celle des autres activités extractives, de celle du travail du cuir, de celle de fabrication de papiers, de celle de l'édition et de celle du raffinage pétrolier. Pendant la même période, la production a baissé principalement dans les branches suivantes : fabrication de machines et de matériels électriques, fabrication de produits en caoutchouc et métallurgie.

En glissement annuel, la production industrielle a progressé de 4,8%. Cette performance se justifie surtout par les bons résultats obtenus dans la fabrication de verres et poteries, dans celle de machines et de matériels électriques, dans celle du travail du bois et de la fabrication d'articles en bois et dans les autres activités extractives.

En Guinée Bissau, au cours de la période sous revue, la production industrielle a reculé de 4,5%. Cette contreperformance vient surtout de la baisse de production dans l'électricité et le gaz, de celle du captage, de l'épuration et de la distribution d'eau et de celle de fabrication d'articles en caoutchouc. Mais au cours de la même période des hausses importantes ont été notées dans la transformation de la noix de cajou et dans la fabrication d'autres produits minéraliers.

En glissement annuel, on a enregistré une hausse de 13,7%. Celle-ci trouve sa justification surtout dans le dynamisme relatif de la production d'électricité, de gaz et d'eau.

Au Mali, la production industrielle a baissé de 42,5% entre les deux premiers trimestres de l'année en cours. Cette situation s'explique essentiellement par une chute de la production de l'égrenage de coton et à un degré moindre par le recul de la production de produits alimentaires. Toutefois, on a pu noter des hausses sensibles de la production au niveau de la fabrication d'articles d'habillement, de la fabrication de produits chimiques, de la fabrication de meubles et de la production d'électricité.

En glissement annuel, une hausse de 4,6% est notée. Elle est tirée principalement par l'augmentation de la production de produits alimentaires, de celle de verres de poteries et de matériaux de construction.

Au Sénégal, au cours de la période d'étude, la production industrielle a baissé de 3,6%. Ce recul s'explique surtout par la diminution de la production des industries alimentaires, de celle des industries du papier et du carton et de celle des industries de matériaux de construction. Au même moment, on a assisté à des hausses de la production des industries mécaniques, de celle des industries chimiques et de celle d'énergie.

En glissement annuel, la production industrielle a reculé de 1,1%, dû surtout par les reculs de la production des industries mécaniques, de celle des industries du papier et du carton et de celle des industries extractives.

Activité dans le commerce et les services²

Au Bénin, au cours de la période considérée, l'indice du chiffre d'affaires de tous les secteurs, y compris le commerce et les services, a baissé de 3,6% par rapport au trimestre précédent. Cette mauvaise tenue de l'indice s'explique surtout par les résultats négatifs des secteurs de l'hébergement et de la restauration, et ceux des banques et assimilées et des banques et assurances. On note, aussi, les mauvaises performances des secteurs des autres services et des services aux entreprises et celles des transports et télécoms.

Toutefois, en glissement annuel, l'indice global augmente 6,4%. Cela provient surtout des hausses des chiffres d'affaires aux niveaux de l'énergie et de l'industrie cotonnière.

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a progressé de 1,2% entre les deux premiers trimestres de 2017. Ceci provient surtout d'une hausse importante des chiffres d'affaires de la branche « Textiles, habillement, articles

² Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services

chaussants et cuirs » et de celle de la branche « montres, horloges, bijoux et pierres précieuses ». En glissement annuel, cet indice augmente de 3,1%.

Au second trimestre 2017 comparativement à un trimestre plus tôt, la production industrielle au Niger a augmenté de 8,5%. Cette amélioration est surtout imputable aux performances des branches suivantes : imprimerie, fabrication de textiles, industries métalliques et support énergétique. Ces branches ont enregistré les hausses les plus importantes de production. Dans le même temps, des baisses importantes ont été notées dans l'extraction de l'or et dans les industries du bois et des meubles. En glissement annuel, la production industrielle a progressé de 17,4%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a baissé de 4,4% au deuxième trimestre 2017, comparativement au premier trimestre 2017. Ce recul s'explique surtout par des baisses du chiffre d'affaires du commerce de pièces détachées et de véhicules et de celui du commerce de gros. En glissement annuel, l'indice baisse de 9,1% en raison du commerce de véhicules.

Au deuxième trimestre de cette année, comparativement au trimestre précédent, l'indice du chiffre d'affaires des services a baissé de 1,4%. Ce léger recul provient essentiellement d'une baisse au niveau des hôtels, bars et restaurants et des services sanitaires. En glissement annuel, cet indice a progressé de 6,0% en raison d'une hausse du chiffre d'affaires des services immobiliers.

Créations d'entreprises

Au Bénin, 1458 entreprises ont été enregistrées au deuxième trimestre de cette année contre 1729 entreprises au premier trimestre 2017 soit une baisse de 15,7%. Toutefois, comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 20,7%.

Au Niger, 961 entreprises ont été enregistrées au second trimestre de cette année contre 1037 au trimestre précédent, soit une baisse de 7,3%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 15,2%.

Au deuxième trimestre de cette année, au Sénégal, 11 161 entreprises ont été enregistrées contre 12.523 le trimestre précédent soit une baisse de 10,9%. Au nombre de celles – ci, on compte 83,7% d'entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, on a une baisse de 5,1%.

2.2. Evolution de l'inflation

Au niveau de l'Union, l'indice général des prix à la consommation a connu une hausse de 0,8% au deuxième trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au même trimestre de l'année passée, la hausse constatée est de 0,4%. L'analyse des données conjoncturelles de l'IHPC permet de constater que cette hausse de l'indice régional relevée en variation trimestrielle s'explique notamment par une hausse de l'indice de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+2,1%) qui n'a

pas été compensée par les baisses des indices des composantes telles que « Communication » (-1,6%) et « Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles » (-0,5%).

En glissement annuel, la hausse du niveau général des prix résulte d'une hausse des indices de la quasi-totalité des composante qui n'a pas été compensée par la baisse observée des indices des composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-0,8%), et « Communication » (-1,9%) et « Transport » (-0,5%).

Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au deuxième trimestre 2017

FONCTION DE CONSOMMATION	Pondération	2016			2017		Variations (%)	
		Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	2T17 / 1T17	2T17/ 2T16
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	122,5	120,4	120,1	119,1	121,6	2,1	-0,8
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	109,9	110,3	110,8	110,8	110,9	0,1	0,9
Articles d'habillement et chaussures	936,4	106,6	107,0	107,4	107,8	108,0	0,1	1,3
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	110,1	110,1	110,7	111,9	111,4	-0,5	1,2
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	108,8	109,0	109,6	110,2	111,9	1,6	2,9
Santé	360,6	103,4	104,1	103,6	104,4	104,1	-0,3	0,6
Transport	1192,2	105,6	104,8	104,2	104,6	105,0	0,4	-0,5
Communication	635,1	80,3	79,7	79,8	80,1	78,8	-1,6	-1,9
Loisir et culture	283,2	102,2	102,7	102,6	102,6	102,4	-0,2	0,2
Enseignement	271,7	117,6	117,8	118,6	119,2	119,3	0,1	1,4
Restaurant et hôtel	1010,4	116,0	116,4	116,2	117,8	118,5	0,6	2,1
Biens et services divers	446,7	107,3	107,6	108,2	108,8	110,3	1,3	2,8
Total	10000,0	111,3	110,7	110,7	110,9	111,8	0,8	0,4

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Du point de vue des Etats membres de l'Union, les données conjoncturelles du deuxième trimestre 2017 indiquent une évolution relativement contrastée, aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel. En effet, par rapport au premier trimestre 2017, des pressions à la hausse de l'indice général des prix s'observent aussi dans la majorité des Etats membres à l'exception du Sénégal et de la Guinée Bissau. La hausse la plus importante a été enregistrée au Burkina Faso (+2,0%).

En glissement annuel, la progression de 0,4% de l'IHPC régional résulte principalement de l'évolution à la hausse de l'IHPC en Niger (+1,9%) et au Sénégal (+1,8%) et au Mali (+1,3), mais aussi et dans une moindre mesure, en Côte d'Ivoire (+0,5%) et en Guinée Bissau (+0,4%). Sur la même période, les replis de l'IHPC relevés au Bénin (-2,4%), au Togo (-1,1%) et au Burkina Faso (-0,5%) ont ainsi quelque peu freiné l'augmentation du niveau général des prix au niveau régional.

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au deuxième trimestre 2017

PAYS	Pondération	2016			2017		Variations (%)	
		Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	2T17 / 1T17	2T17/ 2T16
BENIN	807,3	114,8	110,4	109,9	110,3	112,1	1,6	-2,4
BURKINA	849,0	109,2	108,7	107,8	106,6	108,7	2,0	-0,5
COTE D'IVOIRE	3 796,9	115,8	113,7	113,5	115,0	116,3	1,1	0,4
GUINEE-BISSAU	216,6	108,9	110,2	110,7	110,1	109,4	-0,7	0,5
MALI	740,0	111,9	113,5	113,3	111,8	113,4	1,5	1,3
NIGER	602,8	107,3	109,1	107,5	107,7	109,4	1,6	1,9
SENEGAL	1 958,6	102,2	105,1	106,7	105,6	104,0	-1,4	1,8
TOGO	1 028,9	118,8	116,7	115,8	116,0	117,5	1,3	-1,1
UEMOA	10 000,0	111,3	110,7	110,7	110,9	111,8	0,8	0,4

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Au niveau de l'Union, le taux d'inflation sous-jacente a été nul (+0,0%) au cours du deuxième trimestre de l'année 2017, par rapport au premier trimestre. L'inflation au deuxième trimestre a ainsi été entièrement induite par les produits frais (+1,6%) et les produits énergétiques (+0,2%). Cette situation est notamment illustrée par la Côte d'Ivoire et la Guinée Bissau où le taux d'inflation sous-jacente a été négatif (respectivement -0,3% et -3,0%).

Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 2^{ème} trimestre 2017

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	4,4	2,9	2,3	-0,5	2,1	5,5	-3,5	3,4	1,6
Indice Energie	0,7	-0,1	0,0	0,2	0,2	-0,1	0,0	0,0	0,2
Taux d'inflation sous-jacente	0,2	0,2	-0,3	-3,0	0,5	0,3	0,1	0,0	0,0
produits locaux	1,0	1,2	0,1	0,0	1,2	2,4	-0,8	1,0	0,4
Produits importés	1,1	0,2	-0,2	-0,2	0,3	1,0	0,3	0,1	0,3
Produits du secteur primaire	5,4	2,5	-0,4	0,0	1,8	5,3	-1,6	4,6	1,0
Produits du secteur secondaire	0,4	0,1	0,6	-0,1	1,2	-0,2	0,1	0,2	0,2
Produits du secteur tertiaire	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,8	0,0	-0,1	0,0	0,0
Biens non durables	2,3	1,9	0,2	-0,2	1,9	2,9	-1,1	1,2	0,8
Biens semi durables	0,0	0,5	0,1	0,1	0,4	0,0	0,0	0,1	0,0
Biens durables	0,0	0,0	-0,3	0,0	9,8	-0,1	0,2	-0,2	1,0

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

2.3. Secteur extérieur

Exportations

A la fin du 2^{ème} trimestre de l'année en cours, il est observé un repli des exportations en valeur de 6,6% par rapport au trimestre précédent, soit – 277,3 mds de FCFA. Cette évolution est due au recul observé au niveau de tous les Etats à l'exception du Bénin (+71,2%) et du Niger (+5,9%). La Côte d'Ivoire affiche une diminution de 14,8% et le Sénégal 7,6%. Il faut relever la reprise des exportations à Bissau après une absence au premier trimestre de l'année.

En glissement annuel, les exportations présentent une amélioration de 23,4%, en liaison avec les efforts observés dans tous les Etats sauf le Mali (-19,5%). Les contreperformances du Mali sont observées depuis le dernier trimestre de l'année 2016. Il faut cependant attirer l'attention sur le regain présenté par le Bénin après une année 2016 difficile compte tenu des élections présidentielles et de la dépréciation du Naira.

Tableau 6 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)

	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17
Bénin	28,51	53,95	42,33	30,49	96,86	165,84
Burkina Faso	384,15	338,77	334,17	431,71	456,90	444,23
Côte d'Ivoire	1 923,48	1 573,73	1 192,79	1 693,10	2 448,49	2 086,45
Guinée Bissau	50,03	65,33	65,33	1,16	0,00	75,36
Mali	437,92	437,92	305,94	376,80	368,50	352,71
Niger	96,03	59,44	67,45	98,89	83,35	88,285
Sénégal	391,12	384,25	327,54	268,33	436,01	402,71
Togo	74,25	112,84	93,53	115,20	121,38	118,61
UEMOA	3 385,50	3 026,23	2 429,08	3 015,68	4 011,49	3734,19

Source : INS des Etats

Importations

A la fin du deuxième trimestre 2017, les importations de l'Union ont progressé de 14,4% comparativement au trimestre précédent, soit 575,2 mds de FCFA. Cette reprise des importations fait suite à une baisse observée au cours du premier semestre de l'année. Elle est quasi générale au niveau de tous les Etats, sauf le Bénin qui affiche une certaine légère baisse (-2%). Cette reprise est tirée par la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

En glissement annuel, le progrès est plus net et se situe à 18,8% (720,9 mds de FCFA) consécutivement à une reprise de presque tous les Etats sauf le Burkina et le Togo.

Tableau 7: Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)

	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17
Bénin	236,16	245,55	320,48	425,73	350,02	343,10
Burkina Faso	503,36	547,04	421,17	482,60	492,34	540,90
Côte d'Ivoire	1 467,54	1 277,08	1 187,54	1 128,44	1 263,39	1 619,58
Guinée Bissau	1,02	27,01	23,02	23,52	23,14	33,13
Mali	458,00	572,00	542,00	593,10	624,30	640,90
Niger	382,74	191,51	170,56	286,89	203,27	248,58
Sénégal	672,71	731,22	828,21	745,38	805,50	908,77
Togo	214,54	245,46	217,42	360,56	220,58	222,82
UEMOA	3 936,05	3 836,87	3 710,40	4 046,21	3 982,55	4 557,78

Source : INS des Etats

Taux de couverture

La situation de déséquilibre du commerce extérieur est à nouveau observée à la fin du second trimestre 2017 contrairement au trimestre précédent. En effet, la faiblesse du taux de couverture a été caractérisée par une incapacité de financement des importations par les exportations en liaison avec le repli observées au niveau des dites exportations. Et ceci, malgré les performances de la Côte d'Ivoire.

A la fin de la période sous revue, le taux de couverture se situe à 81,9% en repli de 18,8 points de pourcentage comparativement au trimestre passé. En glissement annuel, le taux présente une amélioration de 3,1 points de pourcentage.

Tableau 8: Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17
Bénin	12,07%	21,97%	13,21%	7,16%	27,67%	48,34%
Burkina Faso	76,32%	61,93%	79,34%	89,46%	92,80%	82,13%
Côte d'Ivoire	131,07%	123,23%	100,44%	150,04%	193,80%	128,83%
Guinée Bissau	4914,99%	241,84%	283,78%	4,92%	0,00%	227,46%
Mali	95,62%	76,56%	56,45%	63,53%	59,03%	55,03%
Niger	25,09%	31,04%	39,55%	34,47%	41,00%	35,51%
Sénégal	58,14%	52,55%	39,55%	36,00%	54,13%	44,31%
Togo	34,61%	45,97%	43,02%	31,95%	55,03%	53,23%
UEMOA	86,01%	78,87%	65,47%	74,53%	100,73%	81,93%

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Solde commercial

Le solde commercial dans l'UEMOA présente un déficit de 823,6 mds de FCFA au cours de la période sous revue. Cette situation fait suite à une interruption du déficit structurel observé, au cours du trimestre précédent.

En comparaison au trimestre précédent, le solde commercial s'est détérioré de 852,5 mds de F CFA en liaison avec le repli observé en Côte d'Ivoire. En glissement annuel, le solde commercial affiche une amélioration de 12,9 mds de FCFA.

Tableau 9: Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)

	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17
Bénin	-207,65	-191,60	-278,16	-395,25	-253,16	-177,26
Burkina Faso	-119,21	-208,27	-87,00	-50,89	-35,44	-96,67
Côte d'Ivoire	455,95	296,65	5,25	564,66	1 185,11	466,86
Guinée Bissau	49,02	38,31	42,31	-22,36	-23,14	42,23
Mali	-20,08	-134,08	-236,07	-216,30	-255,81	-288,19
Niger	-286,71	-132,07	-103,11	-187,99	-119,92	-160,3
Sénégal	-281,58	-346,97	-500,67	-477,05	-369,49	-506,06
Togo	-140,29	-132,62	-123,89	-245,36	-99,20	-104,21
UEMOA	-550,55	-810,64	-1 281,33	-1 030,54	28,94	-823,59

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

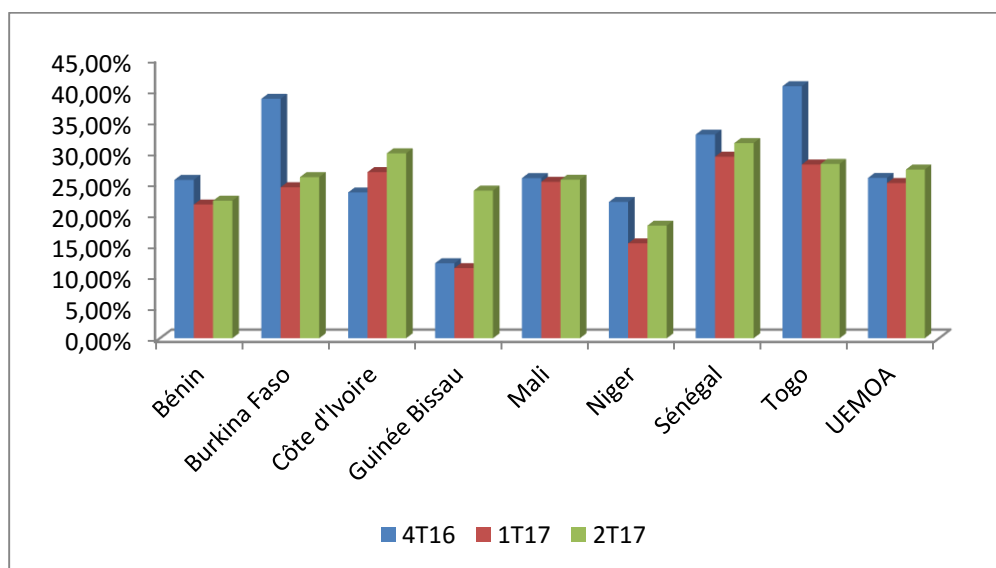
Compétitivité extérieure

Taux de pénétration

Le second trimestre 2017 a été marqué par une hausse de la couverture du marché intérieur de l'Union de 2,2 points de pourcentage par rapport à la période précédente. Cette couverture se situe à 27,2%.

Comparé à la même période de l'année 2017, l'augmentation est de 2,3 points de pourcentage.

Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %



2.4. Finances publiques

Recettes

Lors du deuxième trimestre 2017, il ressort des données conjoncturelles sur les finances publiques que les recettes totales de l'Union se sont établies à 2 759,2 mds, contre 2 634,0 mds au deuxième trimestre de l'année précédente. Autrement dit, cette évolution correspond, en glissement annuel, à une progression relative de 4,8%.

Tableau 10 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2017 (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	-	383,0	1185,0	37,2	382,6	171,3	597,4	-
	<i>203,2</i>	<i>337,8</i>	<i>1138,1</i>	<i>29,3</i>	<i>410,0</i>	<i>159,5</i>	<i>559,3</i>	<i>140,5</i>
	-	13,4%	4,1%	26,9%	-6,7%	9,1%	6,8%	-
Recettes Fiscales	-	330,5	913,3	28,4	359,3	165,1	543,0	-
	<i>183,2</i>	<i>292,0</i>	<i>877,8</i>	<i>25,8</i>	<i>325,7</i>	<i>143,7</i>	<i>501,8</i>	<i>127,8</i>
	-	13,2%	4,0%	10,3%	10,3%	19,2%	8,2%	-
Recettes non fiscales	-	52,5	125,3	8,8	24,3	6,3	54,4	-
	<i>20,0</i>	<i>45,8</i>	<i>128,1</i>	<i>3,6</i>	<i>29,0</i>	<i>5,8</i>	<i>57,5</i>	<i>11,5</i>
	-	14,6%	-2,2%	147,2%	-16,2%	8,6%	-5,4%	-
Dépenses Totales	-	670,9	1363,0	26,4	417,2	293,5	525,7	-
	<i>279,9</i>	<i>479,1</i>	<i>1284,6</i>	<i>33,8</i>	<i>538,8</i>	<i>297,1</i>	<i>702,1</i>	<i>175,8</i>
	-	40,0%	6,1%	-22,0%	-22,6%	-1,2%	-25,1%	-
Dépenses Courantes	-	434,0	905,0	25,5	-	165,8	176,9	-
	<i>225,2</i>	<i>326,7</i>	<i>849,9</i>	<i>31,2</i>	-	<i>175,8</i>	<i>265,4</i>	<i>97,1</i>
	-	32,9%	6,5%	-18,4%	-	-5,7%	-33,3%	-
Dépenses en Capital	-	236,9	231,9	-	135,7	127,8	139,3	-
	<i>54,7</i>	<i>152,5</i>	<i>334,0</i>	<i>14,6</i>	<i>192,6</i>	<i>121,2</i>	<i>251,8</i>	<i>83,0</i>
	-	55,4%	-30,6%	-	-29,5%	5,4%	-44,7%	-
Solde Global	-	-259,0	-257,3	13,0	-34,6	-119,5	157,8	-
	<i>-126,1</i>	<i>-113,4</i>	<i>-146,5</i>	<i>-1,9</i>	<i>-128,8</i>	<i>-135,0</i>	<i>-27,4</i>	<i>-24,5</i>
	-	128,4%	75,7%	-787,5%	-73,1%	-11,5%	-675,9%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du deuxième trimestre 2017, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du deuxième trimestre 2016. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres, les données du deuxième trimestre 2017 indiquent que la progression observée au niveau régional

tient essentiellement aux augmentations de recettes totales enregistrées en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, et au Sénégal. En effet, des hausses respectives de 46,9 mds (+4,1%), 45,2 mds (+13,4%) et 38,1 mds (+6,8%) ont été relevées dans ces trois Etats membres de l'Union.

Du point de vue des composantes des recettes, il apparaît que la dynamique de hausse observée au niveau des recettes totales résulte essentiellement de l'évolution des recettes fiscales qui ont connu une augmentation de 179,0 mds, en glissement annuel. Cette augmentation a notamment été portée par les hausses enregistrées au Sénégal (+41,2 mds, soit +8,2%), au Burkina Faso (+38,5 mds, soit +13,2%), en Côte d'Ivoire (+35,5 mds, soit +4,0%) et au Mali (+33,6 mds, soit +10,3%).

S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont affichées en très légère hausse de 1,8 mds entre les deux premiers trimestres de l'année 2017, pour s'élever à 271,6 mds entre les mois d'avril et juin de l'année en cours. Cette très légère hausse résulte des évolutions contrastées observées dans les Etats membres de l'Union. En effet, tandis que des progressions respectives à la hausse ont été enregistrées au Burkina Faso (+6,7 mds, soit +14,6%), en Guinée-Bissau (+5,2 mds, soit +147,2%) et au Niger (+0,5 mds, soit +8,6%), des baisses ont été relevées au Mali (-4,7 mds, soit -16,2%), au Sénégal (-5,4%) et en Côte d'Ivoire (-2,2%).

Dépenses

Au deuxième trimestre 2017, les dépenses publiques totales de l'Union sont ressorties en hausse en léger repli de 38,8 mds, soit une diminution relative de 1,2%. Cette évolution des dépenses publiques totales provient d'une dynamique contrastée à travers les Etats membres de l'Union, notamment en ce qui concerne les dépenses courantes. En effet, si le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont connu des augmentations respectives de 191,8 mds (+40,0%) et de 78,5 mds (6,1%) de leurs dépenses totales, le Sénégal et le Mali ont, notamment, enregistré des baisses respectives de 176,4 mds (-25,1%) et 121,5 mds (-22,6%), en glissement annuel.

Cette analyse est confirmée par la dynamique observée au niveau des composantes des dépenses. En effet, il ressort de l'examen des données conjoncturelles du deuxième trimestre 2017 que le Burkina Faso a enregistré une progression de ses dépenses courantes de 107,3 mds (+32,9%) entre les deuxièmes trimestres 2016 et 2017, tandis que les dépenses courantes de la Côte d'Ivoire ont augmenté de 55,1 mds (+6,5%) sur la même période. Or, sur la même période, les dépenses courantes du Sénégal se sont notamment inscrites en baisse de 88,5 mds (soit, -33,3%).

En revanche, les dépenses en capital de l'Union ont affiché une baisse de 195,1 mds (-18,3%) en glissement annuel. Cette évolution des dépenses d'investissement résulte principalement de la baisse des dépenses en capital dans trois des premières économies de l'Union. En effet, des baisses respectives de 112,5 mds (-44,7%), 102,1 mds (-30,6%) et 56,9 mds (-29,5%) ont notamment été enregistrées pour le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Mali. Seul le Burkina Faso a affiché une hausse significative de ses dépenses en capital (+84,4 mds, soit +55,4%), en glissement annuel.

Solde budgétaire

L'exécution budgétaire au deuxième trimestre 2017 indique que, globalement, la position budgétaire de l'Union est ressortie en légère amélioration de 53,3 mds pour se situer à -499,6 mds sur la période allant d'avril à juin 2017. Cette évolution émane de la dynamique contrastée des positions budgétaires au niveau des Etats membres de l'Union. En effet, tandis que le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont notamment affiché des dégradations respectives de leurs soldes budgétaires globaux de 145,6 mds (+128,4%) et 110,8 mds (+75,7%), le Sénégal et le Mali ont, quant à eux, enregistré des améliorations de leurs positions budgétaires évaluées respectivement à 185,2 mds et 94,1 mds.

2.5. Situation monétaire³

Masse monétaire

Au terme du deuxième trimestre 2017, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union permettent de constater une hausse de 711,7 mds de la masse monétaire, soit une augmentation relative de 3,3% par rapport au premier trimestre de l'année en cours. Cette évolution des disponibilités monétaires s'expliquerait notamment par la hausse de 473,4 mds de la masse monétaire en Côte d'Ivoire et, dans une moindre mesure, par les progressions de 83,8 mds et de 78,6 mds respectivement enregistrées au Sénégal (+2,0%) et au Burkina Faso (+2,7%). Il est à noter qu'en dehors du Niger où la masse monétaire s'est repliée de 16,2 mds (-1,3%), la masse monétaire s'est globalement inscrite en hausse de 92,1 mds dans les autres Etats membres de l'Union.

Avoirs extérieurs nets

Concernant les avoirs extérieurs nets, l'analyse des données du deuxième trimestre suggère une augmentation de 1 186,4 mds, correspondant à une progression relative de 21,9% par rapport au premier trimestre 2017. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes s'explique essentiellement par les évolutions enregistrées pour la Côte d'Ivoire (+875,8 mds, soit +44,6%) et le Sénégal (+504,4 mds, soit +43,3%). Sur la même période, il est à noter que les avoirs extérieurs nets du Burkina Faso, du Niger et du Mali se sont respectivement inscrits en baisse de 172,3 mds (-35,7%), 141,5 mds (-22,7%) et de 23,4 mds (-9,2%).

Crédits à l'économie

Au deuxième trimestre de l'année 2017, les crédits à l'économie sont globalement ressortis en hausse de 608,3 mds au niveau de l'Union, soit une progression relative de 4,2% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des crédits bancaires au

³ Les données du Togo sur la situation monétaire relatives au deuxième trimestre 2017 ne sont pas encore disponibles. Ainsi, les commentaires sur la situation monétaire de l'Union concernent, sauf indication contraire, la situation hors Togo. Par ailleurs, les données du Sénégal pour le mois de juin n'étant pas encore disponibles, elles ont été estimées sur la base des évolutions constatées entre les mois d'avril et mai 2017.

secteur privé résulte de la dynamique de hausse observée dans la plupart des Etats membres de l'Union. En effet, les créances du secteur bancaire sur le secteur privé se sont notamment établies à 205,4 mds (+29,1%) au Niger, 119,4 mds (+5,7%) au Burkina Faso, 67,5 mds (+3,1%) au Mali, 65,2 mds (+5,6%) au Bénin, 59,2 mds en Côte d'Ivoire (+1,1%), 57,8 mds (+1,8%) au Sénégal et 33,7 mds (67,8%) en Guinée-Bissau.

Position nette du gouvernement

Au terme du mois de juin 2017, il apparaît que les créances du secteur bancaire sur les Gouvernements de l'Union sont ressorties en baisse de 859,4 mds (-30,3%) au deuxième trimestre 2017, par rapport au premier trimestre de la même année. Cette évolution de la PNG de l'Union s'explique essentiellement par les diminutions importantes relevées en Côte d'Ivoire (-282,1 mds, soit -16,0%) et au Sénégal (-437,0 mds, soit -104,6%). Parmi les Etats membres de l'Union, seule la Guinée-Bissau a enregistré une augmentation significative de sa PNG sur la période (+13,6 mds, soit +65,6%).

Tableau 11 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2017 (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	2 189,4	3 012,9	9 072,3	115,6	2 409,7	1249,5	4 267,1	-
	2 183,8	2 934,3	8 598,9	68,5	2 370,3	1 265,7	4 183,3	4 313,3
	0,3%	2,7%	5,5%	68,8%	1,7%	-1,3%	2,0%	-
Avoirs Extérieurs Nets	1 045,2	310,4	2 838,2	19,5	230,9	481,3	1 668,9	-
	910,2	482,8	1 962,4	11,1	254,2	622,8	1 164,5	1 237,3
	14,8%	-35,7%	44,6%	76,0%	-9,2%	-22,7%	43,3%	
BCEAO	155,4	-950,4	-	23,4	-9,1	415,9	1 194,6	-
	78,8	-812,4	-	13,4	-93,0	477,5	728,2	-
	97,3%	17,0%	-	75,1%	-90,2%	-12,9%	64,1%	
Banques Commerciales	889,8	1 260,8	-	-4,0	240,0	65,4	474,3	-
	831,4	1 295,2	-	-2,3	347,2	175,3	436,3	-
	7,0%	-2,7%	-	70,6%	-30,9%	-62,7%	8,7%	-
Crédits à l'économie	1 223,6	2 220,6	5 219,7	83,4	2 225,7	910,3	3 344,9	-
	1 158,4	2 101,2	5 160,5	49,7	2 158,2	704,9	3 287,1	2 943,2
	5,6%	5,7%	1,1%	67,8%	3,1%	29,1%	1,8%	-
Position Nette du Gouvernement	92,1	-16,1	1 484,6	34,3	256,0	146,8	-19,3	-
	93,9	-19,8	1 766,7	20,7	332,7	146,0	417,7	101,4
	-1,9%	-18,7%	-16,0%	65,6%	-23,1%	0,6%	-104,6%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du deuxième trimestre 2017, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2017. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

2.5. Activités de la BRVM

A fin juin 2017, l'indice BRVM10 et l'indice BRVM composite se sont contractés respectivement de 11,5% et 9,8%. La plupart des indices sectoriels sont en repli. : transport (-20,7%), de la distribution (-32,1%), de l'industrie (-26,0%), des services publics (-4,0%), des finances (-2,6%), des autres secteurs (-48,1%). S'agissant de la capitalisation boursière, elle a diminué de 3,2%. Celle des actions a progressé de 14,1% tandis que celle des obligations a augmenté de 44,2%.

Concernant les transactions, la valeur totale échangée a chuté de 43,5% tandis que le volume a reculé de 29,6%. Pour le seul mois de juin 2017, le marché boursier totalise 44 145 054 titres échangés pour une valeur globale de 22,5 milliards. L'activité s'est déroulée avec un ratio moyen de liquidité de 22,7%. Le taux de rendement moyen du marché se situe à 5,1% avec une prime de risque de -1,4%.

2.6. Taux de change effectif réel (TCER)

En 2016 comparativement à 2015, le TCER de l'UEMOA a baissé de 0,4%. Au cours de la même période, le TCER a baissé au Burkina, au Mali et au Togo. Par contre, il augmente en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et au Sénégal. Il a stagné au Bénin et au Niger. Par rapport à son niveau de 2000 (année de base), le TCER a diminué seulement au Sénégal qui a enregistré, par ailleurs, une hausse de 1,4%. Comparé à ce même niveau, le taux le plus fort a été noté au Togo (120,8) mais correspondant à une baisse de 3,4%. La progression la plus élevée a été notée en Guinée Bissau (1,9%) tandis que la plus faible est celle du Burkina (-5,3%) sur la même période.

Tableau 12 : TCER des pays de l'UEMOA (Base 100 = 2000)

Etats	2015	2016	%
Bénin	100.5	100.5	0.0
Burkina Faso	110.4	104.5	-5.3
Côte d'Ivoire	113.1	113.4	0.2
Guinée Bissau	112.9	115.1	1.9
Mali	110.9	110.1	-0.7
Niger	102.0	102.0	0.0
Sénégal	94.6	95.9	1.4
Togo	125.0	120.8	-3.4
UEMOA	106.9	106.5	-0.4

Source : Perspectives Economiques Régionales du FMI

La baisse du TCER au niveau de l'UEMOA traduit une légère amélioration de la compétitivité externe de la zone. La même situation est observée au Burkina, au Mali et au Togo. On peut postuler que ce fait découlerait de la baisse du taux de change nominal du franc CFA par rapport aux devises des principaux pays partenaires ainsi qu'une diminution du rapport des indices de prix.

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Juin 2017 : La dette publique de la France poursuit son ascension inexorable. Elle atteint désormais 98,9% du PIB. L'endettement a même progressé de 2,6 % au premier trimestre 2017 par rapport à la fin 2016. En moyenne, la dette en zone euro est de dix points inférieure et elle recule depuis 2015. Certes la France est encore loin de l'endettement de la Grèce à 179% du PIB, de l'Italie (132%) ou du Portugal (130%), mais elle creuse l'écart avec l'Allemagne dont la dette a reculé à 68% du PIB en 2016.

Source : rfi.fr

Juin 2017 : L'UE, le FMI et les créanciers de la Grèce sont réunis le jeudi 15 juin à Luxembourg pour un Eurogroupe destiné à relancer un troisième volet de l'aide à Athènes de 86 milliards d'euros. L'enjeu: permettre au pays de rembourser les 7 milliards d'euros d'échéances de dettes qu'il doit à ses créanciers d'ici le 20 juillet 2017.

Source : rfi.fr

Mai 2017 : Les deux plus grands producteurs de pétrole, la Russie et l'Arabie saoudite, se sont prononcés ce lundi 15 mai, dans un communiqué commun, en faveur d'une extension de l'accord de réduction de la production jusqu'en mars 2018. Cette mesure vise à réduire les stocks de pétrole pour les ramener à leur niveau moyen des cinq dernières années. Depuis novembre 2016, les pays membres de l'OPEP se sont accordés sur une réduction de 1,2 million de barils par jour de leur production. Cela a permis de rehausser les cours du pétrole brut.

Source : rfi.fr

Mai 2017 : Cinq pays parmi les plus riches de l'UE cumulent 90% des liquidités, alors que dans d'autres pays, les banques dépendent encore de la BCE pour se fournir en argent. C'est en Allemagne que se concentrent les deux tiers des liquidités. La France a, quant à elle, reçu 20% des sommes injectées par l'institut de Francfort. A leurs côtés, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Finlande profitent, eux-aussi, de l'augmentation de l'aversion pour le risque dont souffre la zone euro depuis la crise financière.

Depuis 2015, la BCE a distribué près de 1 500 milliards d'euros dans le cadre d'un vaste programme de rachat de dettes et d'obligations d'Etat sur les marchés. Pour fournir ainsi des liquidités à des investissements plus risqués. Problème : l'écrasante majorité de l'argent reste stocké dans les pays les plus riches, au lieu d'aider ceux qui en ont le plus besoin

Source : rfi.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Juin 2017 : La Côte d'Ivoire a officiellement mis en service le barrage hydroélectrique de Soubré, construit par la Chine pour résorber le déficit énergétique du pays, un des leaders africains de l'électricité.

Lors d'une cérémonie, le Premier ministre ivoirien Amadou Gon Coulibaly a procédé à la mise en marche d'une des quatre turbines qui composent cet ouvrage d'une puissance de 275 mégawatts. D'un coût de 331 milliards de FCFA, la construction de ce barrage de quatre kilomètres de long, démarrée en 2013 dans le sud-ouest du pays, a été financée par la Chine à hauteur de 85%.

Source : izf.net

Mai 2017 : Le Fonds monétaire international a approuvé un programme de prêts de 241 millions de dollars au Togo afin d'aider le pays à redresser ses finances publiques.

Un premier prêt de 34,5 millions a été immédiatement débloqué en faveur des autorités de Lomé, a indiqué le Fonds dans un communiqué. Le versement des autres tranches de ce programme étalé sur trois ans sera conditionné à l'application d'une série de réformes économiques.

Source : izf.net

Avril 2017 : Le président du Niger, Mahamadou Issoufou a inauguré dimanche près de Niamey une centrale électrique diesel censée réduire les fréquentes coupures d'électricité dans la capitale. La nouvelle centrale produira, à partir de gazole, 80 mégawatts dans une première phase puis 100 mégawatts à terme, selon la Société nigérienne d'électricité (Nigelec, publique).

Source : izf.net

Conclusion

L'analyse des indicateurs montre que la conjoncture au deuxième trimestre est mitigée. En effet, la campagne agricole 2016/2017 qui se termine théoriquement en juin a donné des résultats satisfaisants. Mais, la production industrielle a baissé dans tous les pays dont les données sont disponibles sauf en Côte d'Ivoire. De même, le chiffre d'affaires du commerce et/ou des services a baissé.

Au niveau du commerce extérieur, on a enregistré une baisse des exportations et une hausse des importations induisant un solde commercial qui se dégrade. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire en légère amélioration. Les avoirs extérieurs nets, les crédits à l'économie et la masse monétaire ont progressé. Cependant, tenant compte du poids de l'agriculture dans les économies de l'Union, on peut postuler que la conjoncture est bien orientée au cours du trimestre étudiée.

Par ailleurs, l'année 2017 est caractérisée par une amélioration de l'environnement international. Aux Etats –Unis, en zone euro, en Chine et en Afrique subsaharienne, l'activité est bien orientée. Cela augure de jours meilleurs pour la conjoncture économique dans la zone UEMOA. En effet, cette embellie stimulerait la demande de matières premières et boosterait les prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union.

Considérant les évolutions positives constatées dans les pays avancés, une amélioration de la demande de matières premières est à envisager. Cela pourrait entraîner une amélioration de la conjoncture au troisième trimestre 2017.

Au plan des prévisions, le FMI est optimiste sur l'évolution de l'économie mondiale pour les prochains mois et en conséquence de la bonne tenue des cours des matières premières. Dans ces conditions, la croissance en Afrique subsaharienne devrait s'améliorer et celle des pays de l'Union ne devrait pas être en reste. Ce qui devrait favoriser la bonne orientation de la conjoncture dans les prochains mois.